

## **Violence sociale et violence économique : deux poids et deux mesures**

Gérald Jamsin-Leclercq – Form'action André Renard

La violence est indubitablement un vaste sujet. Elle est omniprésente sur la planète et pourtant elle reste un tabou. Les démocraties la rejettent avec force, la justice la condamne. Elle est malgré tout bien présente dans notre société. Si l'on associe assez facilement « violence » à « guerre » et à « délinquance », on l'associe plus rarement à « économie ». Par contre, on la trouve de plus en plus associée à l'adjectif « social ». La droite définissant, avec une arrogance toujours croissante, les mouvements sociaux, la contestation et le droit de grève comme des actes de violence à l'encontre du sacrosaint système économique. Alors que ce dernier fait peser sur la population mondiale une violence inouïe, pour le plus grand profit d'une poignée de nantis.



L'économie de marché et le capitalisme plongent dans la précarité des millions de travailleurs. C'est la partie immergée de l'iceberg.

### **La violence sociale : la partie visible de l'iceberg**

Nous pouvons définir la violence comme « le fait de contraindre quelqu'un par la force ou l'intimidation »<sup>1</sup>.

Une précision s'impose quant à la définition du concept de « violence sociale ». Dans le cadre de cet article, il s'agit des actes « de violence » commis lors de mouvements sociaux de contestation, lors de grèves et de manifestations. Petit tour d'horizon et analyse des « actes de violence » reprochés :

#### ***L'atteinte au droit au travail***

Tout d'abord, qu'est-ce que le droit au travail ?

Tout dépend de ce que l'on entend par droit au travail. Est-ce le droit « sacré » qui s'appuie sur la liberté de se rendre sans entrave sur son lieu de travail et d'accepter inconditionnellement toutes les formes d'exploitation ?

A cette vision partisane du droit au travail, s'oppose le droit de grève si durement conquis. Ce droit qui permet aux travailleurs, non seulement de faire grève, mais aussi de manifester et d'organiser des piquets, moyennant le respect de certaines règles<sup>2</sup>.

Une vraie épine dans le pied des tenants du libéralisme qui multiplient les tentatives pour la mise en place du service minimum<sup>3</sup>, le recours aux huissiers et aux astreintes lors de piquets de grève.

Tout est bon, semble-t-il, pour tenter de vider de sa substance un droit pourtant garanti par la Charte sociale européenne que la Belgique a ratifiée par la loi du 11 juillet 1990.

Au droit de grève, la droite répond donc « droit au travail ». Un concept qui peut être défini bien différemment : comme étant un droit fondamental qui permet à chaque individu d'avoir un travail, une rémunération et une vie décente. Une lecture qui oppose les mécanismes collectifs de solidarité aux réflexes individualistes : deux visions du monde qui s'opposent.

Sur une planète où l'agressivité économique laisse des millions de travailleurs sans emploi, donc dans la précarité, parler de droit au travail, lors d'un conflit social, n'est ni plus ni moins qu'une provocation et une manipulation.

#### ***La prise en otages***

Le travailleur gréviste est aussi accusé de prendre en otage le consommateur qui trouve son supermarché fermé ou l'utilisateur des transports en commun qui ne peut se déplacer.

Est-ce une prise d'otage ?

Jouons d'abord avec les étiquettes ; le consommateur ou l'utilisateur des transports en commun est aussi un travailleur, un futur travailleur, un travailleur sans emploi ou un travailleur retraité.

...

Le jeu malsain consiste donc à monter les travailleurs les uns contre les autres en pointant du doigt ceux qui se mobilisent. Et ainsi faire en sorte de détourner l'attention des enjeux et de modifier le rapport de force en présence.

Il est aussi utile de rappeler les objectifs du piquet de grève. S'il a pour rôle d'exercer une pression dans le cadre d'un conflit, il a aussi pour fonction de venir en aide aux travailleurs d'autres entreprises, qui ne disposent pas d'un rapport de force suffisant pour exercer leur droit de grève. C'est donc (encore !) un mécanisme de solidarité qui est visé.

**En cas de grève, le jeu malsain consiste à monter les travailleurs les uns contre les autres.**

### **La délinquance sociale**

Pour illustrer ce concept de délinquance sociale commençons par un exemple.

Lors de la semaine de mobilisation du mois de juin 2008 en faveur du pouvoir d'achat, deux incidents largement relayés par la presse : le harcèlement d'une journaliste de la RTBF le mardi 10 juin à Mons et l'agression d'un caméraman de Canal C par des militants de la FGTB à Namur le mercredi 11 juin.

De manière provocatrice, on pourrait s'étonner : rien que cela ? Deux actes isolés sur une semaine de mobilisation ? Quel calme et quelle retenue de la part de travailleurs de plus en plus appauvris et toujours plus précarisés par l'économie de marché.

Il ne s'agit absolument pas, au travers de ces lignes de plaider pour ou de légitimer des actes gratuits de violence et d'atteintes à l'intégrité de personnes. Ces actes sont, en plus, stériles et contre-productifs (si j'ose le terme) dans la mise en place des stratégies de luttes sociales.

Par contre, lorsque les médias s'emparent de ces faits, les montent en épingle, c'est l'arbre qui cache la forêt.

Tous les travailleurs sont accusés de violences pour des actes isolés et la FGTB doit présenter des excuses, pendant que les rois de l'économie et de la finance jouent avec le bien-être et la vie de populations entières.

### **La violence économique : la partie invisible de l'iceberg**

Quant à la violence économique, « elle est une conséquence directe et inévitable du capitalisme : on peut la définir comme tout acte délibéré, destiné à produire des profits au seul bénéfice d'un détenteur de capital, conduisant à l'exclusion, ou à la paupérisation d'une population »<sup>4</sup>.

Pour la décrire de manière plus concrète, voici quelques exemples, véritables « morceaux choisis » parmi une quasi-infinité de réalités pour les moins dramatiques et révoltantes :

- 1,4 milliard de personnes dans le monde vivent avec moins de 1,25 dollar par jour<sup>5</sup>. Tandis que les 200 personnes les plus riches détiennent 1.000 milliards d'euros en capital personnel.

Un prélèvement sur ce capital de moins de 4% annuellement suffirait pour donner à toute la population du globe l'accès aux besoins de base.

- Le budget annuel de la publicité dans le monde représente 700 milliards de dollars. La pub ne génère pourtant aucune amélioration du bien-être des populations et a comme seuls objectifs de créer des besoins et de générer de la surconsommation. Si on ose la comparaison, la dette du Tiers-Monde représente 2.600 milliards de dollars !<sup>6</sup>

**Aujourd'hui, 250 millions d'enfants entre 5 et 14 ans travaillent dans le monde.**

- Pour fournir aux actionnaires et aux divers fonds d'investissement et spéculatifs un rendement voisin de 15 %, les entreprises doivent augmenter les profits, donc la productivité. Les entreprises licencient une partie de leurs effectifs, alors même qu'elles annoncent des bénéfiques records, ou s'en prennent aux conditions de travail, font du lobbying pour baisser les cotisations patronales qui sont en réalité le salaire différé du travailleur.

- Enfin, rien qu'en Wallonie, région où la production de richesses est pourtant conséquente en comparaison avec d'autres parties du monde, 18% de personnes vivent sous le seuil de pauvreté.

La moyenne belge étant de 15%, un taux de pauvreté à peine inférieur à la moyenne européenne<sup>7</sup>. Ces chiffres ne représentent d'ailleurs qu'une partie d'une réalité bien plus brutale encore, ce pourcentage étant calculé sur base d'un « seuil de pauvreté » franchement ridicule. Et des statistiques qui datent d'avant la flambée des prix des produits alimentaires, énergétiques, des carburants... et de la crise financière.

Faut-il encore en ajouter ?

### **Le mensonge libéral**

Malheureusement, la violence économique, véritable barbarie moderne, n'est pas directement visible, comme l'est un acte de délinquance.

On peut seulement en mesurer les effets dévastateurs à court, moyen et long termes pour l'ensemble de la planète, comme le montrent les exemples ci-dessus.

...

La droite fait d'ailleurs un travail de conditionnement idéologique intense pour que chaque citoyen ne fasse pas le lien entre capitalisme, violence économique et pauvreté économique, sociale et culturelle.

**La violence économique n'est pas directement visible, comme l'est un acte de délinquance.**

En cela, les adeptes du libéralisme ont trouvé dans les médias un relai d'une force inouïe.

Après des siècles où les détenteurs de richesses de tous bords (nobles, bourgeois, clergé et consort) tenaient les populations dans l'ignorance en interdisant l'accès au savoir, il est navrant de constater que les outils d'information (la presse, la radio, la télévision et dans une certaine mesure internet) qui peuvent être de fabuleux outils de transmission du savoir, servent non pas à émanciper mais à conditionner. A faire en sorte de persuader la population mondiale qu'il n'existe qu'un seul modèle de société reposant sur la philosophie du libéralisme économique et de sa mise en pratique : le capitalisme.

Quant aux réalités décrites ci-dessus, qu'il serait difficile de nier, la réponse du système est la suivante : il s'agit de responsabilités individuelles et non pas le fruit d'un système basé sur l'exploitation de l'être humain.

En effet, le libéralisme prône la liberté, dont la liberté de réussir, de s'enrichir...

Dans cette vision de la société, chaque individu a donc le droit de prospérer. C'est évidemment une vision du monde qui « oublie » au moins deux aspects : d'abord, tous les êtres humains ne naissent pas avec les mêmes chances.

Ensuite, « la liberté de s'enrichir », soit, mais une question qui n'a rien de philosophique se pose : au détriment de qui ?

### **Cette violence économique qu'on ne veut pas voir**

Les multinationales et les financiers plongent dans la précarité des millions de travailleurs, les mettent en concurrence, jouent avec leur épargne et organisent la rareté de produits pour maintenir des prix élevés. Ce n'est pas directement visible. Pourtant, c'est une population mondiale qui, à des degrés divers, vit dans l'incertitude du lendemain, victime d'une violence sans visage, mais implacable.

Par contre, des travailleurs, des familles en colère, marqués par le désespoir, qui se révoltent ce ne serait pas « acceptable ». Ce serait une atteinte à l'ordre et au fonctionnement économique.

« Les mouvements sociaux sont un frein au développement économique et un vecteur de pénalisation des entreprises ». Voilà un slogan inlassablement répété par la droite.

Une fois de plus, on peut s'interroger sur les véritables responsables de la « pénalisation des entreprises » : les requins aux dents longues, ou les travailleurs qui défendent leurs outils de travail pour avoir les moyens de vivre une existence décente ?

Si les travailleurs s'opposent aux logiques financières à court terme, c'est parce qu'elles freinent les investissements et la recherche et développement. C'est aussi parce qu'elles rognent en permanence sur le volume de l'emploi et les salaires, tout en organisant une flexibilité à outrance.

C'est enfin parce qu'elles traitent la sécurité au travail comme un coût compressible, aux seuls profits d'actionnaires avides de rendement à deux chiffres.

**L'histoire nous enseigne que ce sont les luttes sociales, qui ont permis aux travailleurs de voir leur statut, leur qualité de vie et leur santé s'améliorer.**

Ces logiques financières à court terme n'ont rien à voir avec une logique entrepreneuriale, industrielle ou de développement économique. Elles sont, au contraire, une approche qui génère beaucoup de profits à court terme, laissant les entreprises exsangues, vidées de leurs moyens financiers. Et cela au détriment des travailleurs.

Ce sont ces logiques financières agressives et destructrices qui sont la cause de grognes sociales.

Si le libéralisme économique ne prône pas la violence, sa mise en pratique, le capitalisme, en fait preuve. Est-ce vraiment un droit, sous couvert de liberté, d'affamer et d'asservir les trois quarts de la planète, dans l'intérêt d'une poignée d'individus ?

L'histoire nous enseigne que ce sont les luttes sociales, qui ont permis aux travailleurs de voir leur statut, leur qualité de vie et leur santé s'améliorer.

Si la violence gratuite est à proscrire, la lutte et le rapport de force sont des actes légitimes de résistance.

Aujourd'hui, la droite fait une association dangereuse : le droit de grève et les mouvements sociaux deviennent une « violence sociale ». A quand le qualificatif, décidément très à la mode, « hype » comme on dit aujourd'hui, de « terrorisme » social ?

---

<sup>1</sup> Source : Larousse

<sup>2</sup> Voir l'article « D'autres Repères » : Droit de grève et piquet de grève ; Herbert Maus,  
<http://www.far.be/far/publications2007/120907.pdf>

<sup>3</sup> Voir l'article « D'autres Repères » : "Service minimum", le cheval de Troie contre le droit de grève ; Martin Willems,  
<http://www.far.be/far/publications2008/20081112.pdf>

<sup>4</sup> Définition : Olivier Flohimont, économiste, Form'action André Renard

<sup>5</sup> D'après les chiffres de la banque mondiale.

<sup>6</sup> source : <http://www.cadtm.org>

<sup>7</sup> Source : *Rapport sur la Cohésion Sociale en Région Wallonne – Volet Statistique. IWEPS 2007*